

STRUCTURES ARTISANALES ET ECONOMIE URBAINE

par Claude De MIRAS, économiste

Initialement orienté vers l'étude de l'émergence d'une classe d'entrepreneurs ivoiriens issus d'un artisanat en promotion, notre objet de recherche a été peu à peu ajusté compte tenu d'une conclusion forte à laquelle nous avons aboutie. Celle-ci permettait d'affirmer que le milieu affairiste ivoirien, oeuvrant sous la forme de petites et moyennes entreprises largement induites et aidées par l'action dynamisante de l'Etat, n'était pas le produit d'une mutation progressive de l'"artisanat", mais davantage le fait d'agents du secteur public ou privé "moderne", du niveau cadre moyen ou supérieur.

Ainsi, deux formations de capital privé productif ivoirien étaient distinctement repérées ; l'une de type artisanal, l'autre capitaliste.

Alors que la seconde avait été précisément étudiée dans l'enquête que nous avons réalisée dans le secteur de la Boulangerie ivoirienne, la formation de capital dite artisanale restait à analyser. A la suite d'investigation effectuée dans la Menuiserie et la Réparation Automobile, il est apparu que l'artisanat de production n'avait pas à Abidjan le caractère homogène que laisse croire la classique définition dualiste.

On a pu dégager deux structures productives différentes à l'intérieur de cette catégorie "artisanat".

La première constitue ce que nous appelons le secteur de transition. Elle est le lieu de passage de quelques rares ateliers artisanaux qui atteignent effectivement la forme de la P M E industrielle, grâce à des connivences plus ou moins immédiates avec l'appareil d'Etat et à la possibilité d'amorcer un processus d'accumulation élargie.

La seconde structure productive est dénommée secteur de subsistance et constitue l'essentiel de l'artisanat de production. Il se caractérise par un fonctionnement en reproduction simple, la mise au travail d'une main-d'oeuvre quasi gratuite, donc non salariée, et l'inexistence d'une comptabilité.

Notre recherche s'oriente actuellement vers l'analyse de ce secteur de subsistance dans les branches de production (tailleur, garage, menuiserie et ferronnerie) à la fois du point de vue de ses conditions de production et de ses conditions de reproduction.

L'analyse des conditions de production renvoie aux facteurs productifs utilisés dans ces activités, leurs caractéristiques spécifiques et leur fonction respective dans le processus d'apparition du surplus dégagé ex post, ainsi que la destination de ce surplus qui sort de la sphère de la production pour tomber dans celle de la consommation via l'échange.

Les conditions de reproduction déterminent la génération de ces activités et leur évolution. Il apparaît que la situation de ces ateliers de subsistance est soumise à un double mouvement contradictoire d'extension et d'éviction.

Les éléments générateurs, explicatifs de l'expansion du secteur de subsistance parallèle au développement du secteur moderne capitaliste, font, pour l'instant, l'objet de trois hypothèses d'induction du premier par le second :

- induction par exclusion
- induction par exploitation
- induction par la demande

(Un texte en cours de rédaction donnera un contenu précis à chacun de ces points).

Par contre, il existe aussi des facteurs d'éviction et de recession du secteur de subsistance.

Ceux-ci tiennent, d'une part à la concurrence que se livrent dans les branches productives étudiées, PME et secteur de subsistance, les premières ayant l'appui de l'Etat qui les privilégie au plan financier, foncier, législatif... et qui de plus en plus, entend "assainir" cette situation de concurrence en organisant les professions au sein de la Chambre des Métiers qui auront, entre autre fonction, à filtrer les entrées dans les professions. Ces Chambres seront sans doute au moins des affairistes de la place.

D'autre part, c'est par les modalités du développement urbain que le secteur de subsistance est atteint. Au plan idéologique, la primauté de l'industrie, l'anachronisme de l'"artisanat" imprègnent les comportements technocratiques ; au plan concret de l'appropriation de l'espace et de la capacité à mobiliser les fonds publics ou semi publics, la classe possédante abidjanaise, qui a partie liée avec les Pouvoirs Publics, se taille la part du lion, en repoussant sur les marges urbaines et sociales le secteur de subsistance ; l'espace urbain devient le moyen d'une spéculation capitaliste qui conduit le secteur de subsistance à une très forte instabilité d'implantation foncière et immobilière.

C'est ce processus contradictoire qui fait la situation concrète du secteur de subsistance, instable, végétatif mais toujours présent dans le tissu urbain.

Cette recherche est en cours d'articulation avec le programme de travail pluridisciplinaire que Claudine VIDAL et Marc LE PAPE, sociologues CNRS, ont établi, en collaboration avec Philippe CAZAMAJOR, élève géographe en vue de conjuguer les différentes études qu'ils entreprendront à Abidjan dès octobre prochain.

Dans la ligne de cette recherche urbaine, une série de pistes s'ouvrent à des investigations futures.

a) Typologie des quartiers, d'habitats et d'activités de subsistance, étude au niveau spatial du processus d'extension - récession du secteur de subsistance

b) Analyse des secteurs fournisseurs de biens et services aux différentes catégories socio-professionnelles : secteur moderne, capitaliste, secteur de transition, secteur de subsistance.

c) Etude comparée des prix des biens et services fournis par le secteur moderne capitaliste, le secteur de transition et le secteur de subsistance.

d) Extension de la notion de secteur de subsistance au branche du commerce et des services à Abidjan.

e) Le secteur de subsistance en tant que fournisseur et réparateur de l'habitat à Abidjan.

Abidjan, août 1978

DIFFUSION INTERNE

LA RECHERCHE
URBAINNE
A L'ORSTOM

*tome 1: orientations
et projets*

ORSTOM PARIS
AOUT 1979

DIFFUSION INTERNE

LA RECHERCHE

URBAINE

A L'O.R.S.T.O.M.

Tome 1 :
ORIENTATIONS ET PROJETS

O.R.S.T.O.M. PARIS
août 1979